• (1130)

Or, on est en présence d'une chose: on se dirige directement vers le gouffre, et nous avons des preuves que le fédéralisme dominateur nous dirige vers ce gouffre et que le fédéralisme décentralisateur, tout le monde le souhaite, mais personne ne veut bouger. Or, c'est cela que le Québec veut faire tout simplement. Le Québec veut, lui, se prendre en main et démontrer tout simplement au reste du Canada qu'il est temps de bouger, parce qu'on s'en va dans le gouffre.

La question que je veux poser à mon collègue député concerne la mondialisation des marchés. Aussi bien du côté industriel que gouvernemental, il est prouvé présentement que seules les petites unités qui vont pouvoir se prendre en main, se recycler et répondre à la demande, vont s'en sortir. Pense-t-il qu'avec une décentralisation, que l'on n'a pas vue ici, que c'est en conservant le statu quo qu'on va réussir quelque chose?

[Traduction]

M. McClelland: Madame la Présidente, pour répondre à quelques-unes des questions de mon collègue, je veux dire clairement que je n'approuve pas tout ce que fait le Bloc québécois. En fait, il y a beaucoup de choses que fait le Bloc québécois et que je n'approuve pas, mais je suis tout à fait d'accord sur un des principes qu'il défend, comme l'idée d'un Canada radicalement décentralisé.

Ce qui me choque au plus haut point, cependant, c'est que tandis que je considère personnellement que ce serait mieux pour le Canada, le députés du Bloc québécois disent, eux, que ce serait mieux pour le Québec. Ils sont ici à titre de représentants du Parlement fédéral. Je sais que c'est contradictoire, puisqu'ils représentent aussi le Bloc québécois. Toutefois, leur rôle, en tant qu'opposition officielle, est de veiller à améliorer le Canada. Tant qu'ils seront ici, tout à fait disposés à encaisser leur pension du Canada, ils devraient plutôt chercher à défendre ce qui est bon pour le Canada. S'ils veulent se séparer, qu'ils le fassent, mais ils devraient nous laisser avec un Canada plus fort, et non affaibli, puisqu'ils sont ici au service de la Chambre.

Pour ce qui est du transfert des responsabilités aux provinces, le Bloc québécois soulève un point intéressant. Il a tout à fait raison. Avec le système de transfert global, le gouvernement fédéral a réduit les montants transférés, mais sans permettre aux provinces d'accroître les montants qu'elles perçoivent pour offrir des services respectant les normes fédérales en vigueur. Le gouvernement ne peut pas dire, d'une part, qu'il va transférer les responsabilités aux provinces et, d'autre part, qu'elles doivent gérer les programmes exactement comme il le leur dictera. Elles doivent avoir plus de latitude. Nous sommes d'accord avec le Bloc québécois quant à cette saine perception des choses.

L'autre point important que mon collègue du Bloc québécois a soulevé, c'est que l'économie canadienne repose sur des échanges

Les crédits

commerciaux orientés est-ouest, alors que l'orientation naturelle du commerce est généralement nord-sud. Il a absolument raison. Avec les années, cette situation a coûté une véritable fortune aux habitants de l'Ouest.

Pourquoi peut-on acheter au Montana une machine agricole fabriquée à Toronto, en la payant moins cher qu'en Alberta? C'est à cause des barrières tarifaires. Pourquoi, depuis tant d'années, les Canadiens paient-ils leur tissu deux fois plus cher pour protéger l'industrie textile du Québec, ce qui lui a enlevé toute chance d'être compétitive sur les marchés mondiaux?

Le député a raison. Nous avons des barrières tarifaires qui ont créé une économie artificielle orientée est-ouest, alors que l'orientation nord-sud serait plus naturelle. Il est facile d'imaginer à quel point les Maritimes seraient plus fortes si elles traitaient directement avec leurs voisins du Sud, soit Boston et les États de la Nouvelle-Angleterre.

Le député parle de s'ouvrir à de nouveaux marchés. Peut-on me dire qu'est-ce qui empêche maintenant les Québécois d'exploiter de nouveaux marchés au sud de leur frontière? Y a-t-il quelque instance qui leur interdise de faire des échanges avec les États-Unis? Bien sûr que non. Comme les Québécois, nous faisons tout ce que nous pouvons en tant que nation pour exporter nos produits.

• (1135)

Le Québec s'est avéré extrêmement efficace dans la gestion de ses exportations vers les États-Unis. Je ne suis pas sûr, mais je crois qu'au cours des dernières années, le Québec a enregistré une hausse de ses exportations vers les États-Unis supérieure à la moyenne canadienne de quelque 3 p. 100. Il n'y a rien qui empêche le Québec de faire autant d'exportations qu'il le souhaite vers le sud. Il ne devrait pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

[Français]

M. Yves Rocheleau (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, je suis très heureux de participer à ce débat de la journée de l'opposition, débat qui porte sur la motion suivante:

Que la Chambre condamne l'agenda législatif du gouvernement qui annonce son intention d'occuper les juridictions des provinces tout en construisant un État centralisé à outrance comme le démontrent les projets de loi C-76, C-88, C-46 et C-91, projets de loi qui visent à réduire de façon substantielle les pouvoirs du Québec au profit du gouvernement fédéral.

Je suis d'autant plus heureux de participer à ce débat que j'ai été partie prenante à l'élaboration de cette motion en tant que porte-parole en matière d'industrie. En effet, il s'agit là de quatre projets de loi dont trois proviennent directement du ministre de l'Industrie et qui ont un fil conducteur, d'ailleurs très inquiétant tant pour le Québec que pour les autres provinces. J'espère que mes collègues, notamment du Parti réformiste, sauront prendre conscience de ce qui se passe ici, à Ottawa, qui contrevient non seulement aux aspirations du peuple québécois mais qui contrevient aussi aux